

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Le capitalisme sur le banc des accusés

- Offensive socialiste -

Date de mise en ligne : vendredi 13 février 2009

Démocratie & Socialisme

La crise économique généralisée prouve aux yeux des salariés du monde entier la nature profonde du capitalisme. D'Athènes à New York, de Pékin à Rome, la croyance en la divinité libérale affublée de sa « main invisible » s'effrite irrémédiablement... Les « génies » libéraux sont des Kerviel en puissance. Ce sont des boursicoteurs qui n'ont qu'un mérite : celui de croire aveuglément à la perfection du monde de non-droit qu'ils servent sans relâche.

En ce sens, l'affaire Madoff est exemplaire. On se tromperait en en faisant le mouton noir qui sème injustement le doute sur un système économique sain, ou tout du moins opérationnel. Que les puissants de ce monde ne s'illusionnent pas. Pour les salariés, ce n'est pas l'escroc Madoff qui est dans le box des accusés. C'est le capitalisme en personne !

Des chefs d'accusation accablants :

Il n'est pas compliqué de dresser les chefs d'accusation qui pèsent sur ce système : ils sont au nombre de quatre mais un seul d'entre eux suffirait déjà à écoper de la peine maximale !

- ▶ **Cynisme.** Une fois encore, le cas Madoff n'est qu'un symptôme. Cette affaire est révélatrice des pratiques d'un monde basé sur le vol, la corruption et sur l'impunité. Le libéralisme, c'est la tolérance zéro pour les faibles et le laxisme généralisé pour les puissants. C'est bien ce que fait Sarkozy et son gouvernement : ils promettent la prison pour des gosses de douze ans, mais laissent en liberté des délinquants notoires comme les dirigeants de l'UIMM et assurent aux patrons incapables des golden parachutes injustifiables. Et c'est ce président redresseur de tort qui voudrait « moraliser » le capitalisme ? Lui qui a dit que « l'économie de marché, c'est la concurrence qui réduit les prix, qui élimine les rentes (sic !) et qui profite à tous les consommateurs » ! Sarkozy ne sera jamais un « réformateur » du système, puisqu'il n'en est rien d'autre qu'un garant...
- ▶ **Archaïsme.** Ils ont beau se prendre pour des chantres de la modernité et de l'innovation, ils n'en restent pas moins les premiers responsables de la panne que connaît l'investissement depuis près de 30 ans. En effet, le libéralisme recherche immédiatement les plus hauts rendements. La frénésie qui prend les marchés financiers à chaque découverte d'un titre plus rentable que les autres prouve leur courte vue. Ce système, qui fonctionne sur le mode de la crise, est par nature incapable de voir dans un temps long et de moderniser l'appareil productif. Seul le socialisme peut voir plus loin que les profits d'aujourd'hui et assouvir les besoins sociaux qui ne seraient pas immédiatement rentables. Le monumental flop du « plan de relance » de Sarkozy, fier d'exhiber aux Français ses 15 misérables milliards, prouve s'il en était besoin que la droite est incapable de prévoir. Ce ne sont pas ceux qui ont vidé les caisses qui vont nous faire des leçons en ce domaine... Il faut décidément être un idéologue libéral borné pour croire qu'en donnant de l'argent aux riches, ces derniers vont investir, alors que le taux de rentabilité de la spéculation financière est bien plus élevé que le taux de profit réel !
- ▶ **Inefficacité.** C'est la pire des accusations pour un système qui se dit pragmatique et qui prétend juger toute action à l'aune de son efficacité économique. Chez nos aînés, ils sont trop nombreux ceux qui, intériorisant le virage monétariste de 1983, considèrent encore le libéralisme comme le seul système économiquement viable. Armés que nous sommes par l'expérience, nous devons rétablir la réalité des faits. En effet, depuis maintenant plusieurs années, le capitalisme financier engloutit plus d'actifs qu'il n'en restitue à l'économie productive. Ainsi, selon Frédéric Lordon, « aux Etats-Unis, la contribution nette des marchés boursiers au financement des entreprises est devenue... négative » ! Ce sont les salariés qui produisent la richesse, et non les joueurs de casino de la City qui, eux, jouent à crédit. Les parasites ne sont décidément pas ceux à qui l'on pense...

▶ Irresponsabilité. Quand les salariés demandent une hausse de salaire de 50 euros, ces messieurs se gaussent de leur corporatisme forcené et de leur incompréhension des « grands équilibres » économiques. Mais quand les banques sont aux abois, rien n'est trop bon pour elles. Alors au diable le déficit public et le sort des contribuables ! Depuis ses origines, le capitalisme se fonde sur une idéologie du risque, mais chaque innovation financière crée l'illusion de sa disparition, alors que le risque est consubstantiel au profit. Les explosions des bulles spéculatives successives rappellent cette vérité, mais qu'à cela ne tienne, puisque les Etats paieront ! Le monde de la finance exècre l'intervention publique, sauf quand il s'agit d'éponger ses dettes. La recapitalisation par les Etats des banques institutionnelles, mais aussi des fonds d'investissement dotés des actifs les plus « toxiques », est une erreur gigantesque. Vous récompensez un gamin, vous, quand il vient de faire une grosse bêtise ? Cette politique suiviste encourage ce petit monde à continuer sur la même voie, alors que le monde entier est à juste titre scandalisé de ces agissements intolérables.

Voilà l'ennemi : un système capitaliste parasitaire qui sacralise les délinquants et fait immanquablement des salariés la seule variable d'ajustement...

Des solutions forcément socialistes :

Ces solutions sont de trois types, mais on ne peut pas les appliquer séparément les unes des autres. Elles forment un tout, à l'instar du libéralisme qui fait système :

- ▶ Nous affirmons la nécessité d'une relance économique d'ampleur, qui ne peut se faire sans un changement politique majeur en France et en Europe. Cette politique ne peut être le fait de la droite qui a siphonné les caisses publiques au profit de leurs copains du privé. Nous sommes les seuls à avoir des solutions, celles que nous préconisons depuis des années. Pour défaire ce que la droite a fait, il faut chasser Sarko et sa bande et mettre en place une politique économique de relance que promeuvent d'ailleurs les affreux pays libéraux comme les Etats-Unis et la Grande-Bretagne.... Cette politique passe immanquablement par la hausse généralisée des salaires !
- ▶ Mais l'augmentation des salaires bruts ne suffit pas. Il faut également s'attaquer au libéralisme en renforçant la part socialisée des salaires. Il faut sauver la retraite par répartition, la sécu et les systèmes d'allocation ! Il faut augmenter les impôts des plus riches et diminuer la TVA, cet impôt d'un autre âge. Pour les jeunes, ce renforcement de la part sociale du salaire passe par l'allocation autonomie, une allocation qui crée un statut, qui est liée à un projet -et non aux revenus des parents- et qui permette surtout de cotiser. Cette démarche implique la création d'une nouvelle branche de la sécurité sociale. Pour développer ce système, plus une exemption de cotisation patronale ! Plus un emploi précaire qui asphyxie la Sécu ! Un CDI pour tous !
- ▶ Comment prouver aux salariés de ce pays que notre orientation n'a rien à voir avec celle que préconise Sarko ? Nous, nous ne voulons pas nationaliser les banques pour le seul plaisir de les privatiser quand elles feront de nouveau des profits... Pour se démarquer de cette position libérale, la création d'un pôle bancaire public ne suffit pas. Il faut :

1) poser clairement la question de l'encadrement du libre-échange européen au niveau des flux financiers et des produits issus du dumping social.

2) insister sur le rôle des salariés et des citoyens dans la réorganisation du système financier. Nous nous opposerons à toute nationalisation qui débouche sur le maintien de la gestion entrepreneuriale venue tout droit du privé. Ce sont aux salariés et aux usagers de choisir quand on parle de service public. Généralisation du contrôle démocratique des salariés et des citoyens par le biais de leurs organisations, voilà notre mot d'ordre !

Le capitalisme sur le banc des accusés

Ce monde d'avance que nous voulons prendre implique de mettre au coeur de notre projet la mobilisation des jeunes et des travailleurs. Ce sont les premiers qui ont fait reculer Sarko sur la réforme des lycées. Ce sont les seconds qui paralysent les libéraux du monde entier. Alors à eux la parole ! Soutenons sans ambiguïté la grève interprofessionnelle du 29 janvier. Cette journée doit être le prélude à la lutte frontale contre la droite et contre la précarité. Seule la grève générale pourra changer la donne en chassant Sarko et sa bande !

Offensive socialiste, janvier 2009